

La monétisation permettrait de remplacer plus rapidement le carburant diesel dans les collectivités autochtones

Un programme de monétisation changerait la façon dont les infrastructures autochtones sont financées, mettrait fin à la dépendance au carburant diesel polluant et ferait progresser la réconciliation

Publié par Options politiques

Par Ernie Daniels, PDG de la FNFA

Le 13 janvier 2022

Un récent rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable, Jerry DeMarco, qui a déclaré que le gouvernement fédéral avait « [la pire performance de toutes les nations du G7](#) » depuis 2015 pour ce qui est de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, offre des preuves supplémentaires que nous ne pouvons plus repousser le problème du changement climatique.

Dans sa déclaration [à l'occasion du discours du Trône](#), le premier ministre Justin Trudeau a affirmé que « nous devons en faire davantage, plus rapidement, dans la lutte contre les changements climatiques » et que « nous éliminerons les lacunes auxquelles beaucoup trop de communautés inuites, métisses et de Premières Nations sont encore confrontées aujourd'hui et nous bâtirons un avenir meilleur et équitable ».

Notre institution financière sans but lucratif administrée par les Premières Nations, [l'Autorité financière des Premières Nations](#) (FNFA), croit qu'il y a moyen de faire des progrès en matière de changement climatique et de réconciliation maintenant à un coût annuel inférieur à ce que beaucoup de Canadiens pourraient penser.

L'un des nombreux objectifs que le gouvernement fédéral a établis dans son plan de lutte contre les changements climatiques est de mettre fin à la [dépendance au diesel](#) dans les collectivités éloignées d'ici 2030. Bien que certains progrès aient été réalisés, il y a encore près de 300 collectivités des Premières Nations, inuites, métisses et éloignées du Nord qui dépendent du diesel pour alimenter leurs maisons, leurs écoles, leurs édifices publics et leurs lieux de travail.

Le diesel est un carburant polluant qui peut avoir des [effets graves sur la santé](#) des personnes exposées à ses gaz d'échappement.

Des [recherches](#) menées par l'Institut Pembina montrent que le diesel comporte des désavantages considérables. Son transport entraîne des déversements qui causent une

dégradation de l'environnement. L'utilisation de génératrices diesel est aussi extrêmement coûteuse et peu fiable, et laisse souvent les gens grelotter dans la noirceur à cause des pannes d'électricité. Elle accroît également la « [précarité thermique](#) », qui se produit lorsque les ménages dépensent plus de 10 % de leur budget pour chauffer leur maison et garder les lumières allumées.

Bien que certains [progrès](#) aient été réalisés pour réduire la dépendance, l'Institut Pembina estime que les collectivités éloignées brûlent près de [700 millions de litres de diesel et d'autres combustibles fossiles](#) par année pour produire de l'électricité et de la chaleur.

Les coûts initiaux de l'installation de génératrices diesel peuvent être inférieurs aux solutions de rechange, mais les coûts permanents sont beaucoup plus élevés et, dans les collectivités des Premières Nations, payés par le gouvernement fédéral par l'entremise de Services aux Autochtones Canada. Cela comprend l'exploitation et l'entretien des génératrices, ainsi que le coût du transport et du carburant.

Bien que les scientifiques, les collectivités autochtones et le gouvernement Trudeau semblent s'entendre pour dire que le Canada doit mettre fin à sa dépendance au diesel, le problème est bien sûr celui de l'argent. Où trouver les fonds pour relier ces collectivités à l'énergie plus propre et plus fiable que la plupart des Canadiens tiennent pour acquise, qu'il s'agisse d'une connexion à un réseau électrique existant ou à une technologie novatrice qui fait appel à [l'énergie éolienne, solaire, marémotrice, à la biomasse ou à l'électricité à petite échelle](#)?

La FNFA propose de repenser le mode de financement des infrastructures autochtones, et nous croyons qu'il est possible de commencer à remplacer le diesel dès maintenant plutôt que dans un avenir lointain.

Notre proposition, la « [monétisation](#) », offre une solution de rechange au modèle fédéral de financement « au fur et à mesure » pour les Premières Nations qui est à peu près aussi vieux que la [Loi sur les Indiens](#) elle-même.

La monétisation fonctionne comme un prêt hypothécaire. La plupart des gens n'économisent pas le plein prix d'une maison avant de l'acheter. Ils font une mise de fonds et assument une hypothèque pour rembourser leur maison au fil du temps. Le même concept s'appliquerait à la monétisation des fonds nécessaires pour financer le coût de conversion du diesel à d'autres formes d'énergie dans les collectivités.

Par exemple, un financement fédéral de 58 M\$ par année sur 10 ans pourrait débloquer 500 M\$ pour commencer nos efforts visant à mettre fin à la dépendance au diesel dans 15 à 25 collectivités des Premières Nations.

La FNFA monétiserait les 58 M\$ de financement fédéral annuel en émettant des débentures sur les marchés des capitaux internationaux pour réunir les 500 M\$ aux faibles taux d'intérêt

actuels, tandis que le gouvernement fédéral prendrait en charge les frais annuels au titre du capital et de l'intérêt.

Ces paiements annuels du Canada monétisés par notre institution à but non lucratif seraient compensés en grande partie par les importantes économies réalisées sur les coûts annuels de la combustion du diesel. Seules les Premières Nations qui dépendent actuellement du diesel et qui ont un modèle de production de remplacement viable et chiffré recevraient le financement.

C'est bon pour l'environnement, mais il est également judicieux, d'un point de vue économique, de commencer à construire les infrastructures maintenant aux coûts actuels, aux taux d'intérêt plus bas d'aujourd'hui, plutôt que d'attendre encore une dizaine d'années pour sevrer les collectivités du diesel, alors que l'inflation ne ferait qu'augmenter les coûts en capital. Les contrats peuvent être structurés de façon à ce qu'il y ait des exigences pour assurer l'entretien adéquat des infrastructures tout au long de la durée de vie des contrats.

La monétisation présente également un autre avantage économique majeur, car le fait de commencer dès maintenant à travailler sur les solutions de remplacement du diesel pourrait créer des emplois et d'autres retombées dans les collectivités durement touchées par l'épidémie actuelle de COVID-19. [Comme le dit](#) l'Institut Pembina : « La transition vers l'énergie propre exige une vaste collaboration; les dirigeants des collectivités autochtones peuvent tirer parti des possibilités économiques sur la voie de la sécurité énergétique. »

Notre institution dirigée par des Autochtones est bien placée pour entreprendre un projet pilote pour les Premières Nations qui veulent entreprendre cette démarche pour mettre fin une fois pour toutes à la dépendance au diesel.

La [FNFA](#) a fourni 2 G\$ en prêts aux Premières Nations depuis sa création par une [loi du Parlement](#) en 2005. Nous n'avons jamais eu de défaut de paiement et [Moody's Investor Service](#) a récemment [relevé de deux crans](#) notre cote de crédit pour la porter à Aa3-stable.

Il y a un écart énorme de 30 G\$ en matière d'infrastructures entre les Premières Nations et les autres Canadiens, ce qui signifie que nous devons construire des maisons, des écoles, des centres communautaires et des projets de développement économique qui amélioreront la qualité de vie. Les provinces et les municipalités émettent souvent des débentures pour financer les infrastructures essentielles au fil du temps. Le moment est venu d'offrir le même type de financement aux collectivités des Premières Nations.

Nous croyons que notre programme de monétisation pourrait changer la donne et contribuer à la réconciliation tout en apportant une aide immédiate dans la lutte contre le changement climatique.

Ernie Daniels est président-directeur général de [l'Autorité financière des Premières Nations](#). Originaire de la Salt River First Nation près de Fort Smith, dans les Territoires du Nord-Ouest,

M. Daniels est détenteur des titres de CPA, CGA et gestionnaire financier autochtone accrédité.

Tous les textes de l'auteur

Vous pouvez reproduire cet article *d'Options politiques* en ligne ou dans un périodique imprimé, sous licence [Creative Commons Attribution](#).

REPUBLIER CET ARTICLE

AUTRES ARTICLES